Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste



ELECTIONS LEGISLATIVES du 23 Juin 1968



BRUNEAU, suppléant

CIRCONSCRIPTION DE CHATEAU-GONTIER

HOUDOU

Dix ans de pouvoir absolu ont amené la France au bord de la guerre civile

Le Gaullisme est le contraire de la Démocratie économique et sociale.

- Le désarroi et le chômage des Jeunes et d'un demi-million de salariés.
- L'inquiétude des Cadres à la suite de concentrations improvisées,
- La détresse des personnes âgées.
- L'appauvrissement continu de larges couches paysannes.
- La disparition des Artisans et des petits Commerçants.
- La pénurie de logements sociaux.
- L'Injustice fiscale,

Le Gaullisme est le contraire de la Démocratie politique.

IL ABOUTIT :

- au mépris des Elus du peuple ;
- à l'ignorance systématique des organisations syndicales, familiales et professionnelles ;
- à une information dirigée, contrôlée, censurée (La grève de toutes les catégories du Personnel O.R.T.F. et les menaces de renvoi de nombreux journalistes en font foi) ;
- à la mise en tutelle et à la crise de l'Education Nationale au mépris des aspirations de la Jeunesse.

C'EST-A-DIRE A LA RENAISSANCE D'UN FASCISME DÉGUISÉ.

Le Gaullisme est le contraire de la Démocratie internationale,

- IL MAINTIENT: L'EUROPE dans une impasse.
 - LA FRANCE dans un ISOLEMENT volontaire et sans précédent.
 - Le pays à l'écart de toutes les négociations concernant le désarmement.
 - Un FAUX PRESTIGE fondé sur une force de frappe ILLUSOIRE et INSENSÉE.

Devant la faillite du pouvoir gaulliste, NOUS VOUS PROPOSONS :

- ◆ La suppression des dépenses de prestige, immenses et improductives (la force de frappe en premier lieu).
- ♦ La création d'une Banque Nationale d'Investissement.
- ♦ L'extension des nationalisations dans les secteurs où la nécessité s'en fait sentir (banques, assurances, armement).
- Une fiscalité plus juste, abolissant la fraude, les privilèges injustifiés.
 Ces économies permettront la mise en œuvre de notre programme.

. JEUNESSE :

- une véritable politique de la jeunesse fondée sur le dialogue, la participation et l'animation ;

- une politique d'équipements socio-éducatif et sportif (maisons de jeunes, piscines, salles omnisports, etc...);

l'abaissement de l'âge de la majorité civile et civique à 18 ans ;
 la priorité des priorités à l'Education Nationale ;

— la laïcité, la nationalisation, la démocratisation de l'enseignement.

INFORMATION :

L'O. R. T. F. doit garder son caractère de service public et rester au service de la Nation tout entière.

- AGRICULTURE : La Mayenne doit être reconnue comme Zone d'Economie Rurale dominante.
 - Nous devons assurer la Sécurité des agriculteurs (baux à long terme, meilleure orientation des SAFER, indemnité viagère de départ décente à 60 ans), la Rentabilisation des productions (spécialisations, rôle de l'enseignement agricole, regroupement facilités et librement consentis en GAEC, etc...), la modernisation de nos campagnes (voirie rurale, adduction d'eau, habitat rural, téléphone, bâtiments d'élevage, échanges amiables ou remembrement, etc...), le développement des débouchés (Marché européen), la modification des circuits de distribution et l'équilibre des prix.

• INDUSTRIE ET COMMERCE :

— Afin de stopper le dangereux exode rural, l'implantation d'usines traitant sur place les richesses de la région est indispensable dans les principaux centres de la circonscription (3.000 emplois nouveaux sont nécessaires par an en Mayenne).

Les cantons de Meslay-du-Maine, de Loiron et de Ste-Suzanne devraient bénéficier des primes de développe-

ment industriel.

La profession ardoisière doit être maintenue à Renazé.

- Des prêts à long terme faciliteraient aux artisans, aux industriels, aux commercants, la modernisation, le déve-

loppement de leur affaire ;

— Pour encourager l'implantation d'usines nouvelles, il faudrait améliorer les liaisons entre Laval et Paris (autoroute, terrain d'aviation de Laval, entre Laval et Nantes, renforcer le réseau de l'E.D.F., bénéficier du gaz de Lacq.

- Le potentiel touristique de la Mayenne mérite d'être développé.

. LE LOGEMENT :

— Une large part doit être faite aux logements sociaux. Pour atteindre cet objectif, il faut peser sur le coût de la construction, sur le prix des terrains, sur les frais financiers.

. COLLECTIVITÉS LOCALES :

— Les regroupements sont indispensables pour les gros investissements, mais à condition que les charges de chaque commune soient déterminées à l'avance et que leur gestion reste l'affaire des élus locaux et (respecte les libertés communales).

AFFAIRES SOCIALES : Nous réclamons :

— la suppression des zones de salaire ;

- l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale ;

l'échelle mobile des salaires, des retraites et des allocations familiales;
 la réduction progressive des heures de travail, la sécurité de l'emploi;
 l'abaissement de l'âge de la retraite pour donner du travail aux jeunes;

— la stricte application du droit syndical dans l'entreprise et la participation des travailleurs à la gestion des

- la promotion de la femme, maîtresse de son destin ;

— le respect des droits des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

la réforme de la fiscalité,

■ L'AIDE AUX PERSONNES AGÉES ET LE DROIT A LA SANTÉ :

— Dans le Sud-Mayenne, la modernisation de l'hôpital de Château-Gontier (bloc opératoire), la construction de maisons de retraite sont impératives. L'aide aux personnes âgées, à l'enfance handicapée ou inadaptée doit être accrue.

Après la faillite du Gaullisme, soutenu par le député sortant qui a approuvé la politique sociale, économique et universitaire du gouvernement actuel, dans un monde où les vieilles structures éclatent sous la poussée des Jeunes, dans une région où la situation économique s'aggrave sans cesse, un changement radical s'impose.

VOTEZ POUR Henri HOUDOU

Suppléant : ROGER BRUNEAU

Agriculteur

Beaumont - Pied - de - Bœuf

Maire de Renazé

Directeur de C. E. G.

Vu : les Candidats.